



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées
MW

ARRETE
n° **• 0 2 - 1 5 2 6** du **10 JUIN 2002** portant
**consignation à l'encontre de la Société DURRENWAECHTER SA pour la
reconstitution d'une banquette de protection et du talus de raccordement de cette
banquette au fond de fouille sur le site de sa carrière de HESINGUE**

*Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le Titre 1^{er} du Livre V du code de l'Environnement et notamment l'article L 514-1.I,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n°981364 du 19 mai 1998 autorisant la Société DURRENWAECHTER SA à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable et gravier située sur le territoire de la commune de HESINGUE au lieu-dit « Zwischen den Rainen »,
- VU** l'arrêté portant mise en demeure n°002220 du 2 août 2000 portant mise en demeure à la Société DURRENWAECHTER SA et notamment son article 3 relatif à la reconstitution d'une banquette de protection et du talus de raccordement de cette banquette de protection au fond de fouille dans un délai de 3 mois,
- VU** l'arrêté portant prescriptions d'urgence n°002219 du 2 août 2000 demandant la réalisation d'une étude de stabilité pour les terrains situés à l'Ouest et au Sud-Ouest de la carrière,
- VU** les conclusions de l'étude de stabilité réalisée par LABOROUTES le 28 août 2000,
- VU** la visite sur le site effectué le 13 mai 2002 par l'inspecteur des Installations Classées,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 mai 2002
- VU** la lettre adressée à l'exploitant, à laquelle était annexé le présent arrêté de consignation à l'état de projet, pour information et observation, du 28 mai 2002 dont vous avez accusé réception le 30 mai 2002,
- CONSIDERANT** que dans le cadre de la reconstitution de la banquette de protection et de son talus de raccordement au fond de fouille de la carrière, l'étude de stabilité LABOROUTES susvisée préconise la reconstitution d'une banquette d'au moins 8 mètres de largeur et son raccordement au fond de fouille par un talus de pente 1/2,

CONSIDERANT qu'au jour de la visite d'inspection du 13 mai 2002 la largeur de la banquette de protection à l'angle Sud-Ouest de la carrière est de 5 mètres, la partie de banquette de protection déjà reconstituée n'a pas été rétablie à une côte voisine des terrains riverains de la carrière, et le talus de raccordement est en certains endroits d'une pente plus raide que 1/2,

CONSIDERANT que le délai toléré pour la réalisation des travaux, par l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 2 août 2000 susvisé est échu depuis le 3 novembre 2000,

CONSIDERANT que la Société DURRENWAECHTER SA ne respecte pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 août 2000,

CONSIDERANT les dispositions de l'article L 514-1.I du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement qui stipule que « si l'exploitant n'a pas obtempéré à l'injonction de mise en demeure dans le délai imparti, le préfet peut l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser »,

CONSIDERANT le plan d'exploitation n°209/1201308 mis à jour le 20 décembre 2001,

CONSIDERANT que le volume de matériaux nécessaire à la reconstitution de la banquette de protection et de son talus de raccordement au fond de fouille est estimé à 3800 m³ et le montant des travaux évalué à 4550 Euros TTC,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

Article 1^{er} :

La procédure de consignation prévue à l'article L 514-1.I du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, est engagée à l'encontre de la Société DURRENWAECHTER SA ayant son siège social au 43b rue du 1^{er} Mars à 68300 SAINT LOUIS-BOURGFELDEN.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 4.550 Euros (quatre mille cinq cent cinquante euros) répondant du coût de l'achèvement des travaux de reconstitution d'une banquette de protection sur les côtés Ouest et Sud-Ouest de la carrière de HESINGUE et de son raccordement au fond de fouille de la carrière est rendu immédiatement exécutoire.

Article 2 :

La somme consignée sera restituée à l'achèvement des travaux de reconstitution de la banquette de protection et de son talus de raccordement.

Article 3 :

En cas de non-exécution des travaux de reconstitution, il pourra être fait application de la mesure d'exécution d'office, prévue à l'article L 514-1.I du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de la Société DURRENWAECHTER SA.

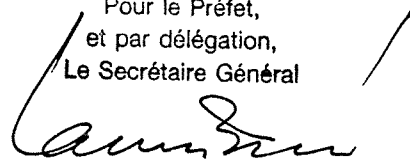
Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et le Trésorier-payeur Général du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la Société DURRENWAECHTER SA.

Fait à COLMAR, le **10 JUIN 2002**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **4 ans** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision par les tiers.

Pour ampliation,
Pour le Préfet,
et par délégation,
l'Adjoint au Chef de Bureau



Isabelle STEINBRUCKER